



# CAPITAL HUMAIN POUR LES MICRO, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (MPME) DANS LES ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT DE L'APEC : INDONÉSIE

DOMINIC S.K. LIM



ASIA PACIFIC  
FOUNDATION  
OF CANADA

FONDATION  
ASIE PACIFIQUE  
DU CANADA

# TABLE DES MATIÈRES

À PROPOS DE LA FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA	3
ÉQUIPE DE RECHERCHE	4
RÉSUMÉ ET INTRODUCTION	6
CONTEXTE : INDONÉSIE	8
DOCUMENTATION	11
ÉTUDE	14
DISCUSSION ET CONCLUSION	20
RÉFÉRENCES	23
ANNEXE A : VARIABLES INSTITUTIONNELLES DANS LES DONNÉES DU SONDAGE NATIONAL AUPRÈS DES EXPERTS DU GLOBAL ENTREPRENEURSHIP MONITOR	27
ANNEXE B : RÉSUMÉ	29
ANNEXE C : EFFETS DIRECTS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR INDIVIDUEL	30
ANNEXE D : EFFETS MODÉRATEURS DES INSTITUTIONS SUR L'ENGAGEMENT DES PARTICULIERS DANS LES NOUVELLES ACTIVITÉS COMMERCIALES	31
ANNEXE E : EFFETS MODÉRATEURS DES INSTITUTIONS SUR L'ENGAGEMENT DANS LES NOUVELLES ACTIVITÉS COMMERCIALES AXÉES SUR L'INNOVATION	32
ANNEXE F : CONDITIONS DU CADRE ENTREPRENEURIAL	33

# À PROPOS DE LA FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

La **FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA** a pour rôle de renforcer les liens entre le Canada et l'Asie, en se concentrant particulièrement sur l'expansion des relations économiques fondées sur le commerce, les investissements et l'innovation; sur la promotion de l'expertise du Canada en offrant des solutions aux défis que l'Asie doit relever concernant les changements climatiques, les enjeux énergétiques, la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles; sur le développement des compétences et des savoir-faire sur l'Asie chez les Canadiens, dont les jeunes; et sur l'amélioration de la compréhension générale des Canadiens sur l'Asie et son influence mondiale grandissante.

La Fondation est reconnue pour ses sondages d'opinion nationaux sur les attitudes des Canadiens au sujet des relations avec l'Asie, dont les investissements asiatiques étrangers au Canada et le commerce entre le Canada et l'Asie. La Fondation accorde une grande place à la Chine et à l'Inde, au Japon et à la Corée du Sud, tout en acquérant de l'expertise sur les marchés émergents de la région, tout particulièrement les économies appartenant à l'ANASE.

Apprenez-en davantage sur la FAP Canada au <http://www.asiapacific.ca/fr>

Le **PROJET APEC-CANADA POUR L'EXPANSION DU PARTENARIAT DES ENTREPRISES** est une initiative sur quatre ans mise en œuvre conjointement par la Fondation Asie Pacifique du Canada (FAP Canada) et le Secrétariat de coopération économique avec l'Asie-Pacifique (APEC). L'initiative, financée par Affaires mondiales Canada, aide à développer le potentiel des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) pour favoriser la réduction de la pauvreté et la croissance économique dans la région de l'APEC.

Le Projet propose des outils liés aux pratiques exemplaires, des idées, des connaissances et des liens cruciaux issus de l'expérience canadienne, adaptés aux marchés l'APEC. Il se concentre actuellement sur les économies de l'Indonésie, du Pérou, des Philippines et du Vietnam. Le Projet vise essentiellement à résoudre les principales difficultés auxquelles se heurtent les MPME et les futurs entrepreneurs des économies en développement de l'APEC dans les domaines de la technologie et de l'innovation, de l'accès au marché, du capital humain et de l'entrepreneuriat social, en mettant l'accent sur quelques thèmes transversaux, notamment les femmes, les jeunes, la gouvernance et l'environnement.

Visitez le site du Projet APEC-Canada au <https://apfcanada-msme.ca/>

# ÉQUIPE DE RECHERCHE

**Dominic S. K. Lim** est professeur adjoint à la Ivey Business School de la Western University, où il enseigne des sujets liés à l'entrepreneuriat et à la croissance dans des programmes de premier cycle, de cycles supérieurs et destinés aux gestionnaires. Avant de se joindre à la Ivey Business School, il a été professeur à la Goodman School of Business de la Brock University et à la Marshall School of Business de la University of Southern California. Il a obtenu son doctorat de la Ivey School of Business, sa maîtrise en administration des affaires de l'Université de Cambridge, où il a obtenu une bourse Chevening du Royaume-Uni, et son baccalauréat en génie informatique de l'Université nationale de Séoul, en Corée. Ses recherches sur la croissance des entreprises, les connaissances entrepreneuriales et les institutions ont été financées par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et publiées dans des revues de gestion et d'entrepreneuriat de haut niveau, comme le *Strategic Management Journal*, *Entrepreneurship Theory & Practice* et le *Journal of the Academy of Marketing Science*. Il siège au comité de rédaction de *Entrepreneurship Theory & Practice*, du *Journal of Business Venturing*, du *International Small Business Journal* et de la *Multinational Business Review*. M. Kim est aussi conseiller pédagogique du projet LEADER de la Ivey Business School.

**Nathan Kim** est candidat au doctorat en entrepreneuriat à la Ivey Business School de la Western University. Il a obtenu son baccalauréat en administration des affaires de l'Université nationale de Séoul, en Corée, et sa maîtrise en gestion de la Queen's University, au Canada. Ses recherches portent notamment sur l'entrepreneuriat international comparatif, qui étudie les indicateurs de l'entrepreneuriat dans différents pays. M. Kim étudie également les espaces de travail partagé et leur influence sur le bien-être émotionnel des entrepreneurs qui les utilisent.

**Chang Hoon Oh** est professeur William Saywell en affaires dans la région de l'Asie-Pacifique, et professeur en affaires internationales à la Beedie School of Business de l'Université Simon Fraser. En 2015-2016, il a été le premier chercheur invité Alan Rugman à la Henley Business School de l'Université de Reading. Il a travaillé au siège social de Samsung Electronics et de Samsung Corporation à titre de directeur du marketing. Il a effectué son service militaire comme premier lieutenant réserviste en Corée du Sud. M. Oh a obtenu son doctorat en 2007 de la Kelley School of Business de l'Indiana University à Bloomington. Ses recherches portent sur les stratégies d'internationalisation, le risque pays, la continuité et la durabilité des affaires et l'entrepreneuriat international. Ses recherches ont été appuyées par le CRSH, l'Institut canadien international pour les ressources et le développement (CIRDI) et la Fondation nationale de la recherche de Corée. Il a également collaboré avec le Fonds mondial pour la nature (WWF) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Depuis 2016, il est corédacteur en chef de la *Multinational Business Review*.

**Mihwa Seong** est candidate au doctorat en entrepreneuriat à la Ivey Business School de la Western University. Elle a obtenu son baccalauréat en politique et économie internationales à l'Université pour femmes Ewha de Corée du Sud, et sa maîtrise en statistiques de la Western University, avant de s'y inscrire au doctorat. Ses recherches portent principalement sur la résolution de la question de l'égalité des sexes à l'égard des entrepreneures en cernant les facteurs limitatifs qui leur sont imposés et en cherchant des moyens de surmonter ces obstacles. En outre, elle cherche à mieux comprendre la façon dont les institutions imposent des contraintes aux entrepreneures et la façon dont les entrepreneures ayant des motivations et des niveaux différents de capital financier et humain peuvent faire face à des contraintes institutionnelles plus ou moins grandes.

# CAPITAL HUMAIN POUR LES MICRO, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (MPME) DANS LES ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT DE L'APEC : INDONÉSIE

Ce rapport étudie la manière dont les milieux institutionnels influencent l'utilité du capital humain des individus pour l'activité entrepreneuriale, c'est-à-dire la création de nouvelles entreprises.

Selon la logique de la théorie institutionnelle, nous estimons que les différentes dimensions du milieu institutionnel d'un pays peuvent avoir des effets modérateurs différents sur la relation entre le niveau d'éducation des individus et leur engagement dans des activités entrepreneuriales. Plus précisément, la dimension réglementaire telle que la politique gouvernementale et le soutien aux entreprises nouvelles et en croissance, la dimension cognitive telle que l'éducation à l'entrepreneuriat et la dimension normative telle que les normes culturelles et sociales favorables à l'entrepreneuriat.

Notre analyse de l'ensemble de données, qui comprenait 32 540 personnes de 14 pays de l'APEC en 2014, indique que le niveau de scolarité d'une personne est positivement lié à la création de nouvelles entreprises. De plus, nos constatations indiquent que l'enseignement de l'entrepreneuriat à tous les niveaux d'éducation facilite l'engagement des personnes très instruites dans de nouvelles activités commerciales. Nous remarquons aussi qu'offrir du soutien aux entreprises nouvelles et en expansion encourage les personnes hautement qualifiées à créer de nouvelles entreprises présentant des caractéristiques innovantes.

# INTRODUCTION

Ce rapport examine le rôle des établissements dans ce qui encourage ou décourage les personnes très instruites à s'engager dans de nouvelles activités commerciales. Ceci a été l'une des principales questions de recherche en économie des pays en développement (Baumol 1990; Dias et McDermott 2006). Les économies émergentes présentent un contexte significatif pour étudier les interactions entre les facteurs de niveau local et international, compte tenu des contraintes de ressources et des obstacles institutionnels que de nombreux individus dans ces pays doivent surmonter pour créer une nouvelle entreprise (Bruton, Ahlstrom et Obloj 2008; Kiss et coll. 2012).

Ce rapport se concentre particulièrement sur les nouvelles activités commerciales dans une économie en développement de l'APEC : l'Indonésie. En comparant les taux de participation des personnes hautement qualifiées dans les nouvelles entreprises en Indonésie avec ceux de certaines économies en développement de l'APEC (Indonésie, Vietnam, Philippines et Pérou) et des économies développées de l'APEC (États-Unis, Australie, Singapour, Japon et Canada), ce rapport met en évidence les rôles que peuvent jouer divers établissements dans l'engagement des individus dans de nouvelles activités commerciales. Selon une analyse de 14 économies de l'APEC incluses dans l'ensemble de données du Global Entrepreneurship Monitor (GEM) en 2014, un certain nombre de recommandations politiques et réglementaires éprouvées sont fournies.

Premièrement, l'inclusion de l'éducation à l'entrepreneuriat dans le programme des établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur encourage les personnes très instruites à s'engager dans de nouvelles activités commerciales. Améliorer le taux de scolarisation, tout en se concentrant sur l'offre d'une formation à l'entrepreneuriat dès le début du système pédagogique, peut être particulièrement utile pour accroître la participation à de nouvelles activités commerciales dans l'ensemble de la population. Accroître le soutien aux entreprises nouvelles et en expansion peut être un levier politique efficace pour encourager les personnes hautement qualifiées à créer de nouvelles entreprises présentant des caractéristiques innovantes.

# CONTEXTE : INDONÉSIE

## 2.1. Aperçu du pays

L'Indonésie se classe au quatrième rang mondial pour sa population, avec 260 millions d'habitants, dont la moitié ont moins de 30 ans (Données de la Banque mondiale 2018). L'Indonésie possède également une grande diversité et abrite plus de 300 groupes ethniques répartis sur 17 000 îles. Plus de 80 % de la population s'identifie comme musulmane, ce qui en fait la plus grande population musulmane au monde. Cependant, l'Indonésie demeure un État laïc et la plupart des musulmans du pays appuient le pluralisme religieux. Les Indonésiennes, par exemple, jouissent d'une plus grande liberté de poursuivre des études supérieures et de choisir d'autres carrières que les activités ménagères (Blackburn 2008).

Améliorer la qualité de l'éducation a été un défi pour l'Indonésie, malgré l'engagement du gouvernement en ce sens. Il a en effet alloué près de 20 % de son PIB annuel à l'éducation depuis 2009. Toutefois, 60 % de la population de l'archipel n'a pas complété le deuxième cycle des études secondaires, même si le taux d'inscription à l'école croît constamment pour toutes les tranches de revenu. Les taux d'achèvement des études varient considérablement selon les tranches de revenu (Banque mondiale 2015). La performance de l'Indonésie dans le cadre du programme de l'OCDE pour l'évaluation internationale de l'éducation (PISA) est bien inférieure aux normes internationales en littérature et en mathématiques par rapport à la moyenne de l'OCDE et à celle d'autres pays d'Asie du Sud-Est (Banque mondiale 2016; OCDE 2018).

## 2.2. Contexte économique

Forte d'un produit intérieur brut (PIB) de 1,016 billion de dollars US en 2017, l'Indonésie est la plus grande économie d'Asie du Sud-Est (Banque mondiale 2018). L'Indonésie est une économie émergente parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, avec un PIB par habitant de 3 847 USD en 2017. L'économie du pays est aussi considérée comme axée sur l'efficacité, ce qui signifie qu'elle s'efforce d'améliorer les processus de production et la qualité des produits pour être concurrentielle sur le marché mondial (Forum économique mondial 2017). L'économie de l'Indonésie est relativement ouverte comparativement aux scores moyens mondiaux et régionaux de l'indice de liberté économique élaboré par la Heritage Foundation (2018). Le commerce représente environ 35 % du PIB, ce qui indique une importance modérée pour l'économie du pays. L'Indonésie a maintenu une solide croissance économique depuis la

crise financière en Asie, et la croissance du PIB réel en 2018 devrait atteindre 5 %. Cette croissance s'est accompagnée d'une réduction significative du taux de pauvreté qui a diminué de 10 % en 2016.

Cependant, l'inégalité en matière de richesses représente un défi de taille, comme en témoigne l'indice de Gini relativement élevé (39,5) (2013). Pour transformer l'Indonésie d'un pays à revenu intermédiaire à un pays à revenu élevé, on a déterminé que le mieux serait une croissance inclusive qui pourrait réduire l'écart croissant entre les riches et les pauvres. Les inégalités mènent souvent à une classe moyenne restreinte, et la majorité de la population est confrontée à une détérioration de sa santé et à un accès limité à l'enseignement supérieur, un obstacle majeur à l'accumulation du capital humain. De plus, le manque de main-d'œuvre qualifiée et de capital financier pour lancer des entreprises ralentit la création d'emplois (Banque mondiale 2018a).

Le rapport économique trimestriel indonésien de décembre 2017 suggère également que le gouvernement doit améliorer son efficacité dans la perception des impôts et les dépenses de fonds publics (Banque mondiale 2017). Par exemple, les dépenses publiques consacrées à l'éducation ont entraîné une augmentation du nombre d'écoles, mais aucun changement significatif de la qualité de l'éducation. De plus, le gouvernement s'est abstenu d'intervenir activement dans les premières étapes du développement cognitif des enfants, largement reconnu comme d'une importance vitale. Les dépenses publiques en recherche et développement sont également trop limitées, ce qui rend difficile leur transformation en une économie axée sur l'innovation.

### **2.3. Entrepreneuriat en Indonésie**

Selon le GEM, l'activité entrepreneuriale en jeune âge de l'Indonésie est la plus élevée parmi ses pairs de l'Asie du Sud-Est (Nawangpalupi et coll., 2014-2015). Les entrepreneurs en devenir et les nouveaux entrepreneurs sont concentrés dans l'ouest du pays, de même que la plupart des activités économiques et politiques. C'est à Jakarta que le taux d'activité entrepreneuriale en jeune âge est le plus élevé. Les taux de propriété des entrepreneurs sont élevés tant pour les premières activités entrepreneuriales que pour les activités entrepreneuriales établies. Globalement, la participation aux premiers stades de l'entrepreneuriat est plus élevée au sein de la population dont les revenus sont moins élevés.

Selon différents indicateurs de GEM, l'Indonésie affiche des perspectives positives pour les activités entrepreneuriales. Les possibilités perçues sont d'environ 47 %, ce qui est élevé. La population affiche également une perception élevée des capacités, en particulier chez les jeunes qui ont terminé leurs études de deuxième cycle du secondaire. La plupart des Indonésiens accordent en outre un statut élevé aux entrepreneurs prospères (80 %) qui reçoivent beaucoup d'attention médiatique (Nawangpalupi et coll. 2014-2015). Cependant, l'Indonésie demeure moins développée que les économies axées sur l'innovation et le savoir. Comparativement à la plupart de ses pairs de l'Asie du Sud-Est, l'Indonésie se classe au bas de l'indice mondial d'innovation de 2018, en grande partie en raison d'un manque de main-d'œuvre qualifiée et de recherche et développement (Cornell University, INSEAD et OMPI 2018). À ce titre, l'Indonésie doit se concentrer sur la création d'un climat propice à l'innovation et à l'entrepreneuriat en améliorant les politiques nationales, en construisant l'infrastructure nécessaire, comme un meilleur accès à Internet, et en offrant éducation et formation (Nawangpalupi et coll., 2014-2015). Un exemple des efforts déployés par le gouvernement indonésien pour favoriser l'innovation et l'entrepreneuriat est l'assouplissement de la réglementation sur le démarrage d'entreprises en 2016, qui abolissait les exigences minimales en matière de capital pour les petites et moyennes entreprises.

# DOCUMENTATION

## 3.1. Processus de l'entrepreneuriat

L'une des définitions largement acceptées de l'entrepreneuriat est le processus par lequel les individus découvrent, évaluent et exploitent les opportunités (Shane et Venkataraman 2000). Un tel processus entrepreneurial est crucial pour le développement économique de tout pays (Baumol 1990; Baumol et Strom 2007), mais particulièrement dans les économies moins développées (Bruton et coll. 2008). L'une des grandes questions de la recherche en économie du développement est de savoir comment diriger les ressources d'un pays vers des activités économiques productives, comme l'entrepreneuriat (King et Levine 1993). La documentation qui établit un lien entre l'entrepreneuriat et le développement économique souligne l'importance des institutions macroéconomiques comme les politiques gouvernementales et les ressources économiques pour encourager l'entrepreneuriat (Baumol 1990; Dias et McDermott 2006; King et Levine 1993). Cependant, bon nombre des ressources clés nécessaires au processus entrepreneurial, comme le capital humain, résident au sein des individus (Arenius et De Clercq 2005; Autio et Acs 2010; Shane et Venkataraman 2000). La mesure dans laquelle le capital humain individuel peut être canalisé vers le processus entrepreneurial est donc une question importante dans les économies émergentes, où l'exploitation individuelle des ressources est souvent entravée par des contraintes institutionnelles (Lau et Busenitz 2001; Tan 2002).

## 3.2. Capital humain et entrepreneuriat

Au niveau individuel, les connaissances et les compétences sont des facteurs clés de l'engagement dans l'entrepreneuriat (Shane 2000; Shane et Venkataraman 2000). Selon la théorie du capital humain, la base de connaissances des individus augmente leur capacité cognitive à entreprendre des activités économiques productives (Becker 1975). La documentation sur l'entrepreneuriat montre de la même façon que le capital humain se reflète dans les niveaux de scolarité (Arenius et De Clercq 2005) et améliore la capacité des gens à cerner et à saisir les occasions (Davidsson et Honig 2003; Ucbasaran, Westhead et Wright 2008). L'éducation fournit aux gens des capacités supérieures de traitement de l'information, des techniques de recherche et des capacités d'analyse (Becker 1975; Shaver et Scott 1991). Ces compétences, ainsi qu'un meilleur accès au « corridor du savoir » qu'offre l'enseignement supérieur, permettent aux personnes très instruites de reconnaître un plus large éventail de possibilités entrepreneuriales (Dimov et Shepherd 2005). Ils peuvent aussi exploiter ces possibilités avec plus de succès (Cooper, Gimeno-Gascon et Woo 1994; Shane et Venkataraman 2000).

De même, des recherches antérieures ont indiqué que le niveau de scolarité des individus joue un rôle important dans la stimulation de leur engagement dans l'entrepreneuriat (Iyigun et Owen 1998). Par conséquent, la prémisse sous-jacente de notre modèle conceptuel est que le capital humain des gens, fondé sur l'enseignement supérieur, devrait jouer un rôle déterminant dans leur engagement dans l'activité entrepreneuriale.

### **3.3. Rôle des conditions institutionnelles**

La découverte, l'évaluation et l'exploitation des possibilités entrepreneuriales sont façonnées par les interactions entre les personnes et leur environnement (Shane et Venkaraman 2000), de telle sorte que le contexte institutionnel au sens large influe sur les choix que font les personnes au sujet de l'utilisation de leurs ressources personnelles pour des occasions d'entrepreneuriat (Baker et coll. 2005; McMullen et coll. 2008). La recherche sur l'entrepreneuriat dans les économies émergentes, en particulier, doit tenir compte du rôle du contexte institutionnel (Bruton et coll. 2008). Les personnes ayant un niveau élevé de revenu ou de scolarité dans ces économies ont le choix entre chercher une rente ou devenir des entrepreneurs productifs (Dias et McDermott 2006), et les conditions institutionnelles propices aux activités entrepreneuriales peuvent avoir une incidence importante sur ce choix (Hirschman 1958). Pour examiner le lien entre le capital humain individuel et l'engagement dans l'entrepreneuriat, le présent rapport adopte le point de vue de Scott (1995), qui a conceptualisé le contexte institutionnel à l'aide de trois piliers, soit les dimensions réglementaire, cognitive et normative.

#### *3.3.1. Dimension réglementaire*

La dimension réglementaire est étroitement liée à la notion de « règle du jeu » de North (1990) et reflète les politiques et règlements liés à l'entrepreneuriat en mesure d'influencer le processus entrepreneurial (Bowen et De Clercq 2008). Des règlements et des incitatifs favorables à l'entrepreneuriat peuvent réduire efficacement les obstacles aux activités entrepreneuriales (Baumol et Strom 2007). Cependant, l'esprit d'entreprise dans les pays émergents est souvent entravé par une bureaucratie excessive (Djankov et Murrell 2002), des systèmes fiscaux inefficaces, le non-respect des engagements juridiques existants (De Soto 1989; Danis et Shipilov 2002) et, notamment, par l'absence d'un solide régime de protection de la propriété intellectuelle (Bruton et coll. 2008).

### *3.3.2. Dimension cognitive*

Dans le contexte de l'entrepreneuriat, cette dimension reflète la mesure dans laquelle le système éducatif du pays aborde les questions liées à la création et à la croissance de nouvelles entreprises (Bowen et De Clercq 2008; Reynolds et coll. 2005). L'attention portée à l'esprit d'entreprise dans l'éducation peut non seulement préparer les individus à développer des compétences propres à l'entrepreneuriat, mais également promouvoir une prise de conscience générale de l'entrepreneuriat comme choix de carrière possible (Peterman et Kennedy 2003). De tels réseaux d'enseignement supérieur fournissent également aux personnes ingénieuses un bassin d'employés qui savent comment démarrer et exploiter une entreprise, et peuvent ainsi encourager les entrepreneurs en herbe à tirer parti de leur capital humain dans leurs nouvelles entreprises (Honig 2004). Dans les économies émergentes, cependant, il existe de grandes variations à l'échelle du pays en ce qui concerne la disponibilité de ces connaissances (Bruton et coll. 2008; Manolova, Eunni et Gyoshev 2008).

### *3.3.3. Dimension normative*

De façon générale, la dimension normative des institutions d'un pays saisit les modèles de comportement acceptés par diverses interactions sociales (Busenitz et coll. 2000). Pour l'entrepreneuriat, cette dimension reflète la mesure dans laquelle les personnes croient que le lancement d'une nouvelle entreprise constitue un choix de carrière souhaitable. Ce choix peut dépendre de ce que la culture du pays met l'accent sur des valeurs comme l'initiative personnelle et l'accomplissement de soi par rapport à la responsabilité collective (Baughn, Chua et Neupert 2006), ainsi que de la façon dont les intervenants pertinents, comme les médias, perçoivent ces questions (Reynolds et coll. 2005). Les individus sont susceptibles d'être encouragés à mettre leur capital humain au service d'activités entrepreneuriales dans les pays où la société accorde de la valeur aux nouvelles entreprises (Busenitz et coll. 2000). En revanche, il devrait être moins attrayant pour les particuliers de tirer parti de leurs ressources personnelles pour créer une nouvelle entreprise lorsque les normes en vigueur associent les activités entrepreneuriales au parasitisme ou au profit (Hisrich et Grachev 1993; Manolova et coll. 2008).

# ÉTUDE

## 4.1. Objet de l'étude

L'un des principaux intérêts que présente la recherche comparative internationale sur l'entrepreneuriat est la façon dont l'environnement institutionnel façonne les différences nationales dans l'activité entrepreneuriale (Lim et coll. 2010; Terjesen et coll. 2016). L'objet de la présente étude est de répondre aux questions suivantes :

- (1) En quoi la relation entre le capital humain d'une personne et son engagement dans de nouvelles activités commerciales diffère-t-elle en Indonésie par rapport à d'autres pays?
- (2) Comment les différentes institutions d'un pays influent-elles sur la relation entre le capital humain d'une personne et son engagement dans la création de nouvelles entreprises?

## 4.2. Méthodes

### 4.2.1. Sources de données

Nous avons recueilli des renseignements sur les personnes et les pays auprès de plusieurs sources de données. Nous avons recueilli des variables liées aux individus à partir de l'enquête sur la population adulte de Global Entrepreneurship Monitor (GEM). Le projet GEM a débuté à la fin des années 1990 pour créer des données pancanadiennes qui ont harmonisé les perceptions individuelles et la prévalence des nouvelles activités commerciales. GEM est reconnu comme un ensemble de données riche, fiable et valide (Reynolds et coll. 2005). L'enquête sur la population adulte est menée chaque année, principalement au moyen d'entrevues téléphoniques auprès d'un échantillon représentatif d'au moins 2 000 adultes de 18 à 64 ans de chaque pays étudié. Les données de GEM ont été utilisées par d'autres recherches internationales comparatives sur l'entrepreneuriat, en raison de leur vaste couverture (Bowen et De Clercq 2008; Lim et coll. 2016).

Les conditions relatives aux institutions nationales sont tirées du sondage national auprès des experts de GEM. Ce sondage est mené auprès d'experts d'un pays représentant un vaste éventail d'antécédents relatifs à la qualité des institutions du pays en question en ce qui a trait à la promotion de l'activité entrepreneuriale. Des questions normalisées et des échelles de mesure validées sont utilisées pour recueillir les opinions des experts sur leur environnement

institutionnel (Reynolds et coll. 2005). Nous avons également recueilli d'autres variables macroéconomiques (aux fins de contrôle et de vérification des conditions institutionnelles) à partir des rapports sur la compétitivité mondiale du Forum économique mondial et des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale. Au total, nos ensembles de données comprennent 32 540 observations liées aux individus de 14 pays de l'APEC.

### **4.3. Mesures**

#### **4.3.1. Variables dépendantes**

Premièrement, l'engagement dans une nouvelle activité commerciale est une variable binaire, qui équivaut à 1 si le répondant est 1) activement impliqué dans les efforts de démarrage en tant que propriétaire, ou 2) gère et possède une entreprise qui a jusqu'à 42 mois (Lim et coll. 2016). Cette variable est codée 1 seulement si les répondants s'engagent pour profiter d'une occasion d'affaires, plutôt que faute de meilleurs choix de travail. Cette variable indique la participation réelle du répondant à une activité entrepreneuriale en début de croissance axée sur les possibilités (McMullen et coll. 2008). Deuxièmement, nous vérifions également si le capital humain individuel et les dimensions institutionnelles influent sur la création de nouvelles entreprises ayant des caractéristiques novatrices. Nous mesurons ce facteur par une variable binaire, qui équivaut à 1 si le répondant participe à une entreprise en démarrage dans un domaine où peu d'entreprises offrent même produit, et dont les clients considèrent que le produit ou le service est nouveau ou inconnu.

#### **4.3.2. Capital humain individuel**

Suivant l'approche de la recherche antérieure, nous mesurons le capital humain individuel à l'aide d'une variable fictive dérivée de l'enquête sur la population adulte de GEM qui mesure le niveau de scolarité de la personne en question (Aidis et coll. 2008; Cooper et coll. 1994). La valeur de cette variable est égale à 1 si la personne a terminé des études postsecondaires ou supérieures.

#### **4.3.3. Conditions institutionnelles**

Pour mesurer les trois conditions institutionnelles, nous nous servons des variables du sondage national auprès des experts de GEM, lesquelles ont été validées dans la recherche précédente. Premièrement, la dimension réglementaire des institutions est mesurée par les politiques gouvernementales favorables à

l'entrepreneuriat et le soutien gouvernemental aux entreprises nouvelles et en croissance. Deuxièmement, nous testons la dimension cognitive des institutions selon la mesure dans laquelle le système d'éducation d'un pays fournit des connaissances liées à l'entrepreneuriat. Enfin, la dimension normative des institutions est mesurée par des normes sociales favorables à l'entrepreneuriat. Nous utilisons une échelle de Likert en cinq points pour évaluer chaque élément individuel. L'annexe A présente la liste des éléments utilisés pour mesurer les dimensions institutionnelles.

#### 4.3.4. Variables de contrôle

Nous incluons à la fois des variables de contrôle individuelles et nationales, conformément aux recherches antérieures qui utilisent l'analyse à plusieurs niveaux (Autio et Acs 2010). Sur le plan individuel, nous tenons compte du sexe (Aidis et coll. 2008; Minniti et Nardone 2007) et de l'âge et de l'âge au carré (Autio et Acs 2010). Nous contrôlons également le revenu du ménage, qui a une incidence connue sur la participation à des activités entrepreneuriales. Il s'agit d'une variable binaire dérivée de l'enquête sur la population adulte de GEM qui équivaut à 1 si un répondant appartient au tiers supérieur de la répartition des revenus annuels des ménages de son pays (Autio et Acs 2010; Reynolds et coll. 2005). De plus, nous tenons compte du statut d'emploi, qui indique si le répondant ne travaille pas, s'il est à la retraite ou étudiant, ou s'il travaille à temps plein ou à temps partiel (Arenius et Minniti 2005), ainsi que des liens sociaux de la personne avec les entrepreneurs (Lim et coll. 2016).

Sur le plan national, nous contrôlons cinq variables. Premièrement, le niveau de développement économique du pays est mesuré par le produit intérieur brut (PIB) transformé en logarithme en termes réels (constants) (Baughn et coll. 2006). Le rythme du développement économique est mesuré par le taux de croissance du PIB (Hessels, Van Gelderen et Thurik 2008). Nous tenons également compte de la croissance de la population (mesurée par le taux annuel de croissance de la population du pays), ainsi que de la présence d'entreprises étrangères (le stock d'investissement étranger direct entrant par rapport au PIB d'un pays) (De Clercq et coll. 2010). Nous avons inclus ces variables de contrôle pour tenir compte des éventuelles différences macroéconomiques dans la structure des possibilités entrepreneuriales entre les pays. Nous avons recueilli ces variables à partir des Indicateurs du développement dans le monde de 2014 de la Banque mondiale. En outre, nous avons inclus le taux de propriété des entreprises, lequel représente le climat global des activités entrepreneuriales du pays. La variable est mesurée par le pourcentage de la population adulte du pays qui possède une entreprise qui persiste depuis au moins 42 mois (Wennekers et coll. 2005). Enfin, nous contrôlons les différences annuelles et régionales selon les variables fictives de l'année et de l'une des quatre régions suivantes : l'Amérique du Nord, l'Amérique latine et les Antilles, l'Asie, l'Océanie.

#### 4.4. Analyse

L'analyse a été effectuée en deux étapes. Premièrement, nous avons examiné l'effet direct du capital humain individuel sur l'activité entrepreneuriale dans différents échantillons. À l'aide de la technique de régression logistique, nous avons comparé l'effet direct du capital humain sur l'engagement individuel dans de nouvelles activités commerciales, et ceux ayant des caractéristiques novatrices, dans quatre échantillons différents : l'Indonésie seulement; les économies en développement de l'APEC; les économies développées de l'APEC; et tous les pays de l'APEC inclus dans l'ensemble de données de GEM de 2014. Les économies en développement de l'APEC comprennent le Vietnam, le Pérou, les Philippines et l'Indonésie. Les économies développées de l'APEC comprennent les États-Unis, l'Australie, Singapour, le Japon et le Canada. Nous avons contrôlé l'effet sur le plan national en incluant des pays fictifs dans l'analyse.

Nous avons ensuite examiné les effets modérateurs transversaux des diverses conditions institutionnelles sur la relation entre le capital humain individuel et l'engagement dans de nouvelles activités commerciales, dont celles qui ont des caractéristiques novatrices. Compte tenu de la structure imbriquée des données et de l'interdépendance entre les variables individuelles et nationales, nous appliquons la modélisation à plusieurs niveaux pour expliquer les différences individuelles tout en tenant compte des variations entre les pays. Comme nos variables dépendantes sont de nature binaire, nous avons utilisé une régression logistique à effets mixtes à plusieurs niveaux avec une technique de modélisation par interception aléatoire (modèle linéaire hiérarchique). Comme il a été mentionné précédemment, nous incluons les variables fictives de l'année et de la région pour tenir compte des caractéristiques non observées au fil des ans et entre les régions qui pourraient découler de variables manquantes (Wooldridge 2002).

#### 4.5. Résultats

##### 4.5.1. Statistiques sommaires

L'annexe B présente le sommaire des principales variables individuelles et nationales.

Les données indiquent que le taux de création de nouvelles entreprises de 10,6 % observé en Indonésie est inférieur au taux de 12,9 % enregistré dans quatre économies en développement de l'APEC, soit le Vietnam, le Pérou, les Philippines et l'Indonésie, et de 12,7 % dans les économies de l'APEC incluses dans le GEM de 2014. Toutefois, ce chiffre était supérieur à celui de 8,8 % des adultes participant à de nouvelles activités commerciales dans les économies développées de l'APEC.

Le taux de création de nouvelles entreprises axées sur l'innovation de 2,3 % en Indonésie était également légèrement inférieur à celui de 2,9 % des économies en développement de l'APEC et de 4,2 % dans toutes les économies de l'APEC.

Entre-temps, la différence la plus importante se situe dans le pourcentage de la population qui a terminé des études postsecondaires ou supérieures, soit 16,4 % en Indonésie comparativement à 26,1 % et 63 % dans les économies en développement de l'APEC et les économies développées de l'APEC, respectivement.

#### 4.5.2. Effets du capital humain individuel (enseignement supérieur)

Les figures C-1 et C-2 de l'annexe C illustrent l'impact de l'enseignement supérieur sur la création de nouvelles entreprises, dont celles qui sont axées sur l'innovation. Les valeurs de probabilité prédites ont été calculées à partir des résultats des modèles logiques.

La figure C-1 montre que la probabilité prédite qu'une personne très instruite se lance dans la création de nouvelles entreprises en Indonésie est considérablement plus élevée que celle de ses homologues moins instruits à 0,078 comparativement à 0,054. Cela est conforme à ce que nous observons dans tous les pays de l'APEC, bien que cette relation soit particulièrement marquée dans les économies en développement de l'APEC.

Aucune différence statistiquement significative n'a été observée entre les personnes très instruites et moins instruites en ce qui concerne les nouvelles activités commerciales novatrices en Indonésie. En comparaison, la relation entre le niveau d'éducation des individus et la création de nouvelles entreprises axées sur l'innovation était importante dans l'échantillon entier des économies de l'APEC dans l'ensemble de données de GEM ( $\beta = 0,180$ ,  $p < 0,01$ ), et de façon marginale dans l'échantillon des économies en développement de l'APEC ( $\beta = 0,237$ ,  $p < 0,1$ ). Cela signifie que l'instrument de l'enseignement supérieur en matière de création de nouvelles entreprises axées sur l'innovation est plus important dans les économies en développement de l'APEC qu'en Indonésie et que dans les pays développés par l'APEC. La figure C-2 illustre ces résultats.

#### 4.5.3. Effets modérateurs des institutions<sup>1</sup>

Les résultats des analyses de régression logistique à plusieurs niveaux indiquent également que les établissements cognitifs (la mesure dans laquelle les programmes d'études de l'enseignement primaire et secondaire [ $\beta = 0,277$ ,  $p < 0,01$ ] et de l'enseignement supérieur [ $\beta = 0,555$ ,  $p < 0,01$ ] enseignent des sujets liés aux entreprises nouvelles et en croissance) modèrent positivement

<sup>1</sup> Seuls les effets modérateurs importants et notables sont abordés dans le présent rapport. Les résultats complets de l'analyse logique à niveaux multiples sont disponibles sur demande auprès des auteurs.

la relation entre l'enseignement supérieur individuel et la création de nouvelles entreprises. Comme prévu, l'enseignement de sujets liés à l'entrepreneuriat aux études supérieures ne fait aucune différence pour les personnes qui n'en ont pas fait (probabilité prédite de 0,021 par rapport à 0,021), mais augmente considérablement l'instrument de l'enseignement supérieur dans la création de nouvelles entreprises pour les personnes très instruites (probabilité prédite de 0,106 par rapport à 0,133 : figure D-2). L'inclusion de sujets liés à l'entrepreneuriat dans les programmes d'études primaires et secondaires facilite en fait la création de nouvelles entreprises pour les personnes très instruites et moins instruites, bien que cette approche soit particulièrement efficace pour encourager les personnes très instruites à s'engager dans de nouvelles activités commerciales. La probabilité prédite que des personnes très instruites se lancent dans de nouvelles activités commerciales passe de 0,035 à 0,053; figure D-1). Il convient également de noter que les normes culturelles et sociales favorables à l'entrepreneuriat modèrent également positivement la relation entre le capital humain individuel et les nouvelles activités commerciales ( $\beta = 0,537$ ,  $p < 0,01$ ).

La dimension réglementaire des institutions, en particulier le soutien gouvernemental à l'entrepreneuriat, renforce la relation entre l'enseignement supérieur individuel et la nouvelle activité commerciale axée sur l'innovation, quoique de façon marginale ( $\beta = 0,279$ ,  $p < 0,1$ ). L'effet positif de l'enseignement supérieur individuel sur la probabilité prévue de créer de nouvelles entreprises axées sur l'innovation était plus fort pour les pays qui bénéficient d'un solide soutien gouvernemental pour les entreprises nouvelles et en croissance (figure E-1 : probabilité prévue de 0,016 par rapport à 0,025). Cela signifie que les programmes de soutien du gouvernement pour les entreprises nouvelles et en croissance peuvent être un levier stratégique utile pour encourager les personnes très instruites à entreprendre de nouvelles activités commerciales ayant des caractéristiques novatrices.

# DISCUSSION ET CONCLUSION

## 5.1. Principales constatations

Notre analyse a révélé que l'influence positive de l'enseignement supérieur individuel sur la création de nouvelles entreprises en Indonésie est semblable à celle observée dans l'échantillon des économies en développement de l'APEC, bien qu'en général, la probabilité prévue que ces personnes très instruites s'engagent dans de nouvelles activités commerciales en Indonésie était plus faible que dans les économies en développement de l'APEC en moyenne. De plus, en Indonésie, le capital humain acquis dans le cadre de l'enseignement supérieur n'est pas particulièrement essentiel à la création de nouvelles entreprises axées sur l'innovation. Bien que nos résultats indiquent que le capital humain individuel est crucial pour l'engagement entrepreneurial dans de nouvelles activités commerciales, ils soulèvent également une question importante : pourquoi l'enseignement supérieur d'un individu a un effet moins important en Indonésie sur la création de nouvelles entreprises en général, celles qui sont axées sur l'innovation en particulier?

Comprendre les rôles des diverses conditions institutionnelles du pays permet, à notre avis, de répondre à la question. À l'aide des ensembles de données à niveaux multiples recueillis auprès des pays de l'APEC, nous constatons qu'une meilleure formation à l'entrepreneuriat dans les écoles primaires, secondaires et postsecondaires, ainsi que des normes sociales favorables à l'entrepreneuriat, amplifie la relation positive entre les études supérieures des individus et la création de nouvelles entreprises. Les programmes de soutien gouvernementaux destinés aux entreprises nouvelles et en croissance peuvent également renforcer la relation positive entre l'enseignement supérieur et la participation à de nouvelles activités commerciales axées sur l'innovation.

Pour les décideurs politiques, nos constatations indiquent que certaines institutions peuvent être plus efficaces que d'autres pour encourager les personnes très instruites à se lancer dans différents types d'activités entrepreneuriales. Par exemple, les établissements cognitifs qui initient les personnes aux questions liées à l'entrepreneuriat au début de leur formation peuvent faciliter l'engagement individuel dans de nouvelles activités commerciales, ce qui pourrait être particulièrement utile pour celles qui acquièrent des connaissances spécialisées grâce à l'enseignement supérieur. Les normes sociales favorables à l'entrepreneuriat peuvent également encourager les personnes très instruites à s'engager dans de nouvelles activités commerciales. Les organismes de réglementation, comme le soutien gouvernemental aux entreprises nouvelles et en croissance, peuvent être particulièrement efficaces pour encourager les personnes très instruites à tirer parti de leur capital humain et à créer de nouvelles entreprises axées sur l'innovation.

Par conséquent, les décideurs politiques doivent adopter une approche adaptée pour stimuler les nouvelles activités commerciales, en fonction de leur principal objectif. Il est aussi possible que l'utilisation combinée de ces leviers stratégiques soit particulièrement efficace.

## **5.2. Recommandations pour l'Indonésie**

Dans l'ensemble, les conditions institutionnelles de l'entrepreneuriat en Indonésie sont comparables à celles de divers groupes de comparaison, y compris les économies développées de l'APEC et tous les pays de l'APEC inclus dans GEM. De fait, les conditions institutionnelles de l'Indonésie se comparent favorablement à celles des pays en développement de l'APEC. L'annexe F compare les conditions institutionnelles entre l'Indonésie et les groupes de comparaison, d'après l'enquête nationale d'experts de GEM. Par exemple, le pointage de l'Indonésie pour les piliers de la réglementation, comme les politiques gouvernementales favorables à l'entrepreneuriat (2,65 contre une moyenne de 2,43 pour les économies en développement de l'APEC) et le soutien gouvernemental aux entreprises nouvelles et en croissance (2,60 contre une moyenne de 2,34 pour les économies en développement de l'APEC), sont supérieures aux résultats moyens des économies en développement de l'APEC dans l'ensemble de données. Ces résultats sont également comparables aux résultats moyens de toutes les économies de l'APEC.

D'après les résultats de notre analyse et les données de GEM, nous suggérons trois conséquences stratégiques. D'abord, le gouvernement devrait maintenir son soutien à la formation à l'entrepreneuriat dans les écoles primaires et secondaires, ainsi que dans les établissements d'enseignement supérieur. Le score de l'Indonésie pour la formation à l'entrepreneuriat dans l'enseignement supérieur (3,29) est considérablement plus élevé que celui des autres échantillons (moyenne de 2,98 pour l'ensemble des pays de l'APEC; écart type = 0,23), mais le problème est que le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur du pays est très faible (28,2 %). À cet égard, le fait de mettre l'accent sur l'esprit d'entreprise dans l'enseignement primaire et secondaire peut être particulièrement efficace pour accroître l'engagement des individus dans de nouvelles activités commerciales.

En outre, le gouvernement doit poursuivre ses efforts pour améliorer le taux de scolarisation. Comme nous l'avons noté au chapitre 2, 60 % de la population indonésienne n'a pas atteint le deuxième cycle de l'enseignement secondaire et le taux d'achèvement des études varie considérablement d'une tranche de revenu à l'autre. Si l'on ne s'attaque pas à ces problèmes, l'investissement dans l'éducation à l'entrepreneuriat pourrait être inutile. Inversement, l'amélioration des taux d'inscription à l'école tout en offrant une formation à l'entrepreneuriat en jeune âge peut être très efficace pour rendre le pays plus propice aux activités entrepreneuriales. Les décideurs politiques peuvent également envisager d'offrir une formation à l'entrepreneuriat par des voies et des lieux non traditionnels. Cela pourrait être particulièrement important pour les communautés éloignées en Indonésie, où la plupart des gens n'ont pas accès à l'enseignement supérieur.

Enfin, nos constatations suggèrent qu'accroître encore plus le soutien du gouvernement aux entreprises nouvelles et en expansion peut constituer un levier politique efficace pour encourager les personnes hautement qualifiées à s'engager dans de nouvelles activités commerciales axées sur l'innovation. L'importance des nouvelles entreprises axées sur l'innovation dans le développement et la croissance économiques du pays est largement reconnue. Bien que les données indiquent que le soutien de l'Indonésie aux entreprises nouvelles et en croissance est nettement plus important que la moyenne des économies en développement de l'APEC, il est possible d'améliorer la situation par rapport aux économies développées de l'APEC. Le gouvernement pourrait envisager de comparer les programmes de soutien à l'entrepreneuriat offerts dans les économies en développement de l'APEC et d'adopter certaines des pratiques exemplaires.

# RÉFÉRENCES

- Aidis, Ruta, Saul Estrin, et Tomasz Mickiewicz, 2008, « Institutions and Entrepreneurship Development in Russia: A Comparative Perspective », *Journal of Business Venturing*, 23 (6), p. 656-672.
- Arenius, Pia, et Dirk De Clercq, 2005, « A Network-Based Approach on Opportunity Recognition », *Small Business Economics*, 24 (3), p. 249-265.
- Arenius, Pia, et Maria Minniti. 2005, « Perceptual Variables and Nascent Entrepreneurship », *Small Business Economics*, 24 (3), p. 233-247.
- Autio, Erkkö, et Zoltán J. Ács, 2010, « Institutional Influences on Strategic Entrepreneurial Behaviours », *Strategic Entrepreneurship Journal*, 4 (3), p. 234-251.
- Baker, Ted, Eric Gedajlovic, et Michael Lubatkin, 2005, « A Framework for Comparing Entrepreneurship Processes across Nations », *Journal of International Business Studies*, 36 (5), p. 492-504.
- Barney, Jay B., 1991, « Firm Resources and Sustained Competitive Advantage », *Journal of Management*, 17 (1), p. 99-120.
- Baughn, C. Christopher, Bee Leng Chua, et Kent E. Neupert, 2006, « The Normative Context for Women's Participation in Entrepreneurship: A Multicountry Study », *Entrepreneurship Theory and Practice*, 30 (5), p. 687-708.
- Baumol, William J., 1990, « Entrepreneurship: Productive, Unproductive, and Destructive », *Journal of Political Economy*, 98 (5), p. 893-921.
- Baumol, William J., et Robert J. Strom, 2008, « Entrepreneurship and Economic Growth », *Strategic Entrepreneurship Journal*, 1 (3-4), p. 233-237.
- Becker, Gary S., 1975, *Human Capital*, 2e édition, New York, Columbia University Press.
- Blackburn, Susan, 2008, « Indonesian Women and Political Islam », *Journal of Southeast Asian Studies*, 29 (1), p. 83-105.
- Bowen, Harry P., et Dirk De Clercq, 2008, « Institutional Context and the Allocation of Entrepreneurial Effort », *Journal of International Business Studies*, 39 (4), p. 747-768.
- Bruton, Garry D., David Ahlstrom, et Krzysztof Obloj, 2008, « Entrepreneurship in Emerging Economies: Where Are We Today and Where Should the Research Go in the Future », *Entrepreneurship Theory and Practice*, 32 (1), p. 1-14.
- Busenitz, Lowell W., Carolina Gómez, et Jennifer W. Spencer, 2000, « Country Institutional Profiles: Unlocking Entrepreneurial Phenomena », *Academy of Management Journal*, 43 (5), p. 994-1003.
- Cooper, Arnold C., F. Javier Gimeno-Gascon, et Carolyn Y. Woo., 1994, « Initial Human and Financial Capital as Predictors of New Venture Performance », *Journal of Business Venturing*, 9 (5), p. 371-395.

Cornell University, INSEAD, et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, 2017, « The Global Innovation Index 2017 Innovation Feeding the World », Ithaca, Fontainebleau et Genève.

Cornell University, INSEAD, et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, 2018, « The Global Innovation Index 2018: Energizing the World with Innovation », Ithaca, Fontainebleau et Genève. En ligne : <https://www.globalinnovationindex.org/Home#>.

Danis, Wade, et Andrew Shipilov, 2002, « A Comparison of Entrepreneurship Development in Two Post-Communist Countries: The Cases of Hungary and Ukraine », *Journal of Developmental Entrepreneurship*, 7 (1). p. 67-94.

De Clercq, Dirk, Wade Danis, et Mourad Dakhli, 2010, « The Moderating Effect of Institutional Context on the Relationship between Associational Activity and New Business Activity in Emerging Economies », *International Business Review*, 19 (1), p. 85-101.

De Soto, Hernando, 1989, *The Other Path: The Invisible Revolution in the Third World*, Perennial Library, New York, Harper and Row et Perennial Library.

Dias, Joilson, et John McDermott, 2006, « Institutions, Education, and Development: The Role of Entrepreneurs », *Journal of Development Economics*, 80 (2), p. 299-328.

Djankov, Simeon, et Peter Murrell, 2000, « Enterprise Restructuring in Transition: A Quantitative Survey », *Journal of Economic Literature*, 40 (3), p. 739-792.

Davidsson, Per et Benson Honig, 2003, « The role of social and human capital among nascent entrepreneurs », *Journal of Business Venturing*, 18 (3), p. 301-331.

Fondation Heritage, 2018, « Country Rankings: World and Global Economy Rankings on Economic Freedom », 2018. En ligne : <https://www.heritage.org/index/ranking>.

Hessels, Jolanda, Marco Van Gelderen, et Roy Thurik, 2008, « Entrepreneurial Aspirations, Motivations, and Their Drivers », *Small Business Economics*, 31 (3), p. 323-339.

Hirschman, A. O., 1958, *The Strategy of Economic Development, The Strategy of Economic Development*, Yale University Press.

Honig, Benson, 2004, « Entrepreneurship Education: Toward a Model of Contingency-Based Business Planning », *Academy of Management Learning and Education*, 3 (3), p. 258-273.

Iyigun, Murat F., et Ann L. Owen, 1998, « Risk, Entrepreneurship, and Human-Capital Accumulation », *American Economic Review*, 88 (2), p. 454-457.

King, Robert G., et Ross Levine, 1993, « Finance, Entrepreneurship and Growth », *Journal of Monetary Economics*, 32 (3), p. 513-542.

Kiss, Andreea N., Wade M. Danis, et S. Tamer Cavusgil, 2012, « International entrepreneurship research in emerging economies: A critical review and research agenda », *Journal of Business Venturing*, 27 (2), p. 266-290.

Kostova, Tatiana, et Kendall Roth, 2002, « Adoption of an Organizational Practice by Subsidiaries of Multinational Corporations: Institutional and Relational Effects », *Academy of Management Journal*, 45 (1), p. 215-233.

- Lau, Chung-Ming, et Lowell W. Busenitz, 2001, « Growth Intentions of Entrepreneurs in a Transitional Economy: The People's Republic of China », *Entrepreneurship Theory and Practice*, 26 (1), p. 5-20.
- Lim, Dominic S. K., Chang Hoon Oh, et Dirk De Clercq, 2016, « Engagement in Entrepreneurship in Emerging Economies: Interactive Effects of Individual-Level Factors and Institutional Conditions », *International Business Review*, 25 (4), p. 933-945.
- Lim, Dominic S. K., Eric A. Morse, Ronald K. Mitchell, et Kristie K. Seawright, 2010, « Institutional Environment and Entrepreneurial Cognitions: A Comparative Business Systems Perspective », *Entrepreneurship Theory and Practice*, 34 (3), p. 491-516.
- Manolova, Tatiana S., Rangamohan V. Eunni, et Bojidar S. Gyoshev, 2008, « Institutional Environments for Entrepreneurship: Evidence from Emerging Economies in Eastern Europe », *Entrepreneurship Theory and Practice*, 32 (1), p. 203-218.
- McMullen, Jeffery S., D. Ray Bagby, et Leslie E. Palich, 2008, « Economic Freedom and the Motivation to Engage in Entrepreneurial Action », *Entrepreneurship Theory and Practice*, 32 (5), p. 875-895.
- Minniti, Maria, et Carlo Nardone, 2007, « Being in Someone Else's Shoes: The Role of Gender in Nascent Entrepreneurship », *Small Business Economics*, 28 (2/3), p. 223-238.
- Nawangpalupi, Catharina Badra, Gandhi Pawitan, Agus Gunawan, Maria Widyarini, Triyana Iskandarsjah, Gandhi Pawitan, Agus Gunawan, Maria Widyarini, et Joshua Valentino, 2014, « Global Entrepreneurship Monitor 2013 Indonesia Report », Bandung.
- Nawangpalupi, C. B., G. Pawitan, A. Gunawan, M. Widyarini, B. H. Bisowarno, et T. Iskandarsjah, 2015, « Global Entrepreneurship Monitor 2014 Indonesia Report », Bandung.
- North, Douglass, 1990, *Institutions, Institutional Change, and Economic Performance*, New York, Cambridge University Press.
- OCDE, 2018, *Regards sur l'éducation 2018*, <https://doi.org/10.1787/eag-2018-fr>.
- Peterman, Nicole E., et Jessica Kennedy, 2003, « Enterprise Education: Influencing Students' Perceptions of Entrepreneurship », *Entrepreneurship Theory and Practice*, 28 (2), p. 129-144.
- Reynolds, Paul, Niels Bosma, Erkko Autio, Steve Hunt, Natalie De Bono, Isabel Servais, Paloma Lopez-Garcia, et Nancy Chin, 2005, « Global Entrepreneurship Monitor: Data Collection Design and Implementation 1998-2003 », *Small Business Economics*, 24 (3), p. 205-231.
- Schumpeter, Joseph, 1934, *The Theory of Economic Development*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press.
- Scott, William Richard, 1995, *Institutions and Organizations*, Thousand Oaks, Californie, Sage.
- Shaver, Kelly G., et Linda R. Scott, 1992, « Person, Process, Choice: The Psychology of New Venture Creation », *Entrepreneurship Theory and Practice*, 16 (2), p. 23-46.

Shane, Scott, et Shane Venkataraman, 2000, « The Promise of Entrepreneurship as a Field of Research », *Academy of Management Review*, 25 (1), p. 217-226.

Shane, Scott, 2000, « Prior Knowledge and the Discovery of Entrepreneurial Opportunities », *Organization Science*, 11 (4), p. 448-469.

Terjesen, Siri, Jolanda Hessels, et Dan Li, 2013, « Comparative International Entrepreneurship: A Review and Research Agenda », *Journal of Management*, 42 (1), p. 299-344.

Tan, Justin, 2002, « Culture, Nation, and Entrepreneurial Strategic Orientations: Implications for an Emerging Economy », *Entrepreneurship Theory and Practice*, 26 (4), p. 95-111.

Ucbasaran, Deniz, Paul Westhead, et Mike Wright, 2008, « Opportunity Identification and Pursuit: Does an Entrepreneur's Human Capital Matter? », *Small Business Economics*, 30 (2), p. 153-173.

Wennekers, Sander, André van Wennekers, Roy Thurik, et Paul Reynolds, 2005, « Nascent Entrepreneurship and the Level of Economic Development », *Small Business Economics*, 24 (3), p. 293-309.

Wooldridge, Jeffrey, 2002, *Econometric Analysis of Cross Section and Panel Data*, Cambridge, Massachusetts, MIT Press.

Banque mondiale, 2018, *Population estimates and projections*, <http://databank.worldbank.org/data/source/population-estimates-and-projections>.

Banque mondiale, 2016, Indonesia — *Program for International Student Assessment 2015*, <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/174691483501965340/indonesia-program-for-international-student-assessment-2015>.

Banque mondiale, 2017, *Indonesia Economic Quarterly: Decentralization that Delivers*, <https://www.worldbank.org/en/country/indonesia/publication/indonesia-economic-quarterly-december-2017>.

Banque mondiale, 2018a, « Towards inclusive growth », *Indonesia Economic Quarterly*, <http://documents.worldbank.org/curated/en/155961522078565468/pdf/124591-WP-PUBLIC-mar-27-IEQMarENG.pdf>.

Banque mondiale, 2018b. *The World Bank in Indonesia*, <https://www.worldbank.org/en/country/indonesia/overview#1>.

Forum économique mondial, 2017, *The Global Competitiveness Report 2017-2018*, <https://www.weforum.org/reports/the-global-competitiveness-report-2017-2018>.

# ANNEXE A :

## Variables institutionnelles dans les données du sondage national auprès des experts du Global Entrepreneurship Monitor

Catégorie	Questions : Dans mon pays,
Dimension réglementaire	
Politique gouvernementale favorable à l'entrepreneuriat	<p>les politiques gouvernementales (p. ex, approvisionnement public) favorisent constamment les nouvelles entreprises</p> <p>le soutien aux entreprises nouvelles et en croissance est une grande priorité des politiques des gouvernements nationaux</p> <p>le soutien aux entreprises nouvelles et en croissance est une grande priorité des politiques des gouvernements locaux</p> <p>les nouvelles entreprises peuvent obtenir la plupart des permis et licences requis en une semaine environ</p> <p>le montant des impôts n'est PAS un fardeau pour les entreprises nouvelles ou en croissance</p> <p>les impôts et règlements gouvernementaux s'appliquent aux entreprises nouvelles et en croissance d'une manière prévisible et uniforme</p> <p>il n'est pas trop difficile pour les entreprises nouvelles ou en croissance de composer avec la bureaucratie gouvernementale, la réglementation et les exigences en matière de permis</p>
Soutien gouvernemental pour les entreprises nouvelles et en croissance	<p>il est possible d'obtenir un large éventail d'aide gouvernementale pour les entreprises nouvelles ou en croissance en communiquant avec un seul organisme</p> <p>les parcs scientifiques et les incubateurs d'entreprises offrent un soutien efficace aux entreprises nouvelles et en croissance</p> <p>il existe un nombre suffisant de programmes gouvernementaux pour les entreprises nouvelles et en croissance</p> <p>le personnel des organismes gouvernementaux est compétent et efficace dans le soutien aux entreprises nouvelles et en croissance</p> <p>quiconque ou presque a besoin de l'aide d'un programme gouvernemental pour une entreprise nouvelle ou en croissance peut trouver ce dont il a besoin</p> <p>les programmes gouvernementaux visant à soutenir les entreprises nouvelles et en croissance sont efficaces</p>

Catégorie	Questions : Dans mon pays,
<b>Dimension cognitive</b>	
Formation à l'entrepreneuriat dans l'enseignement primaire et secondaire	<p>l'enseignement primaire et secondaire encourage la créativité, l'autosuffisance et l'initiative personnelle</p> <p>l'enseignement primaire et secondaire donne une formation adéquate sur les principes économiques du marché</p> <p>l'enseignement primaire et secondaire accorde une attention suffisante à l'entrepreneuriat et à la création de nouvelles entreprises</p>
Formation à l'entrepreneuriat dans l'enseignement supérieur	<p>les collèges et les universités offrent une bonne préparation au démarrage et à la croissance de nouvelles entreprises</p> <p>la formation en affaires et en gestion permet de bien se préparer au démarrage et à la croissance de nouvelles entreprises</p> <p>les systèmes de formation professionnelle et continue fournissent une préparation adéquate au démarrage et à la croissance de nouvelles entreprises</p>
<b>Dimension normative</b>	
Normes culturelles et sociales favorables à l'entrepreneuriat	<p>la culture nationale appuie fortement la réussite individuelle par ses propres efforts</p> <p>la culture nationale met l'accent sur l'autosuffisance, l'autonomie et l'initiative personnelle</p> <p>la culture nationale encourage la prise de risques sur le plan entrepreneurial</p> <p>la culture nationale encourage la créativité et l'innovation</p> <p>la culture nationale met l'accent sur la responsabilité que l'individu (plutôt que la collectivité) a de gérer sa propre vie</p>

# ANNEXE B :

## Statistiques sommaires des principales variables

Variables	Échantillons : indication des valeurs moyennes (écarts types)			
	Indonésie seulement	APEC Économies en développement	APEC Économies développées	Total pour l'APEC
Sur le plan individuel				
Variables dépendantes				
Création de nouvelles entreprises	0,106 (0,307)	0,129(0,335)	0,088 (0,238)	0,127 (0,333)
Nouvelles entreprises axées sur l'innovation	0,023 (0,151)	0,029(0,168)	0,029(0,170)	0,042 (0,201)
Variables indépendantes				
Enseignement supérieur	0,164 (0,370)	0,261 (0,439)	0,630 (0,482)	0,401 (0,490)
Sur le plan national				
<i>Dimension réglementaire</i>				
Politique gouvernementale favorable à l'entrepreneuriat	2,655	2,435 (0,259)	2,790 (0,577)	2,636 (0,418)
Soutien gouvernemental pour les entreprises nouvelles et en croissance	2,608	2,346 (0,219)	2,878 (0,539)	2,651 (0,430)
<i>Dimension cognitive</i>				
Formation à l'entrepreneuriat dans l'enseignement primaire et secondaire	2,600	2,326 (0,503)	2,300 (0,484)	2,201 (0,406)
Formation à l'entrepreneuriat dans l'enseignement supérieur	3,290	3,025 (0,328)	2,999 (0,246)	2,985 (0,225)
<i>Dimension normative</i>				
Normes culturelles et sociales favorables à l'entrepreneuriat	3,288	3,135 (0,103)	3,193 (0,412)	3,114 (0,283)

# ANNEXE C :

## Effets directs de l'enseignement supérieur individuel

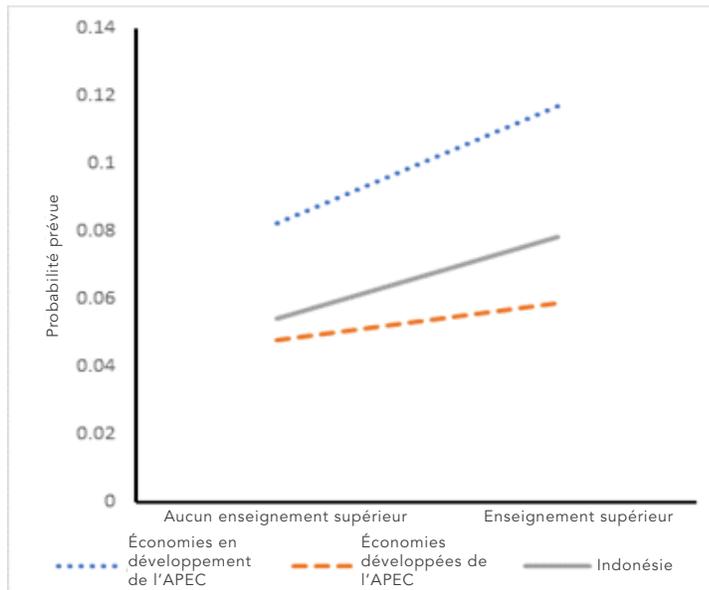


Figure C-1 : Probabilité prévue d'entreprendre de nouvelles activités commerciales

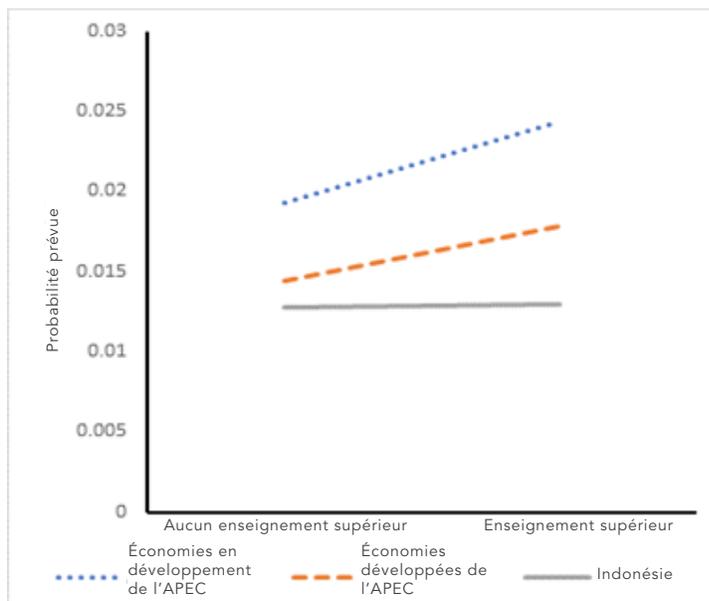


Figure C-2 : Probabilité prévue d'entreprendre de nouvelles activités commerciales axées sur l'innovation

# ANNEXE D :

## Effets modérateurs des institutions sur l'engagement des particuliers dans les nouvelles activités commerciales

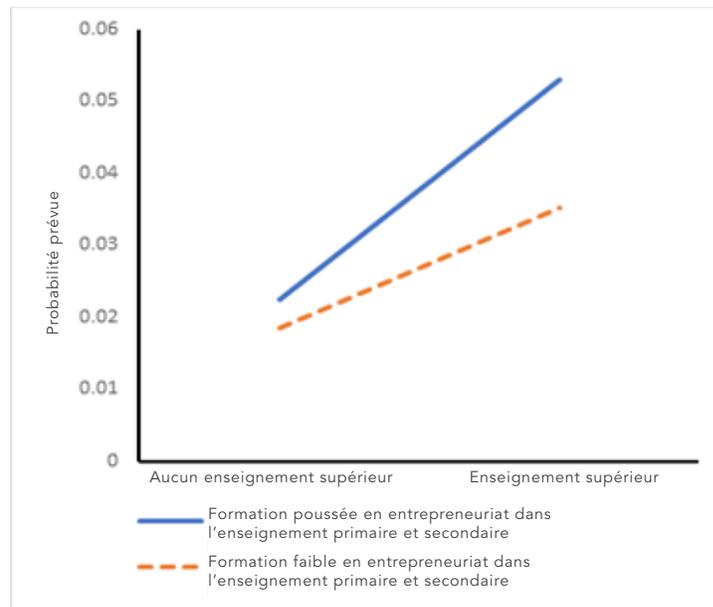


Figure D-1 : Formation à l'entrepreneuriat dans l'enseignement primaire et secondaire

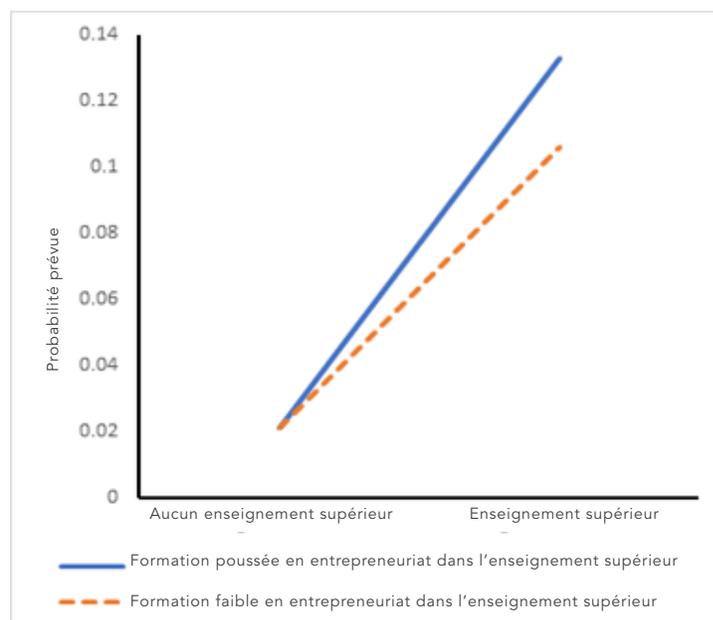


Figure D-2 : Formation à l'entrepreneuriat dans l'enseignement supérieur

# ANNEXE E :

## Effets modérateurs des institutions sur l'engagement dans les nouvelles activités commerciales axées sur l'innovation

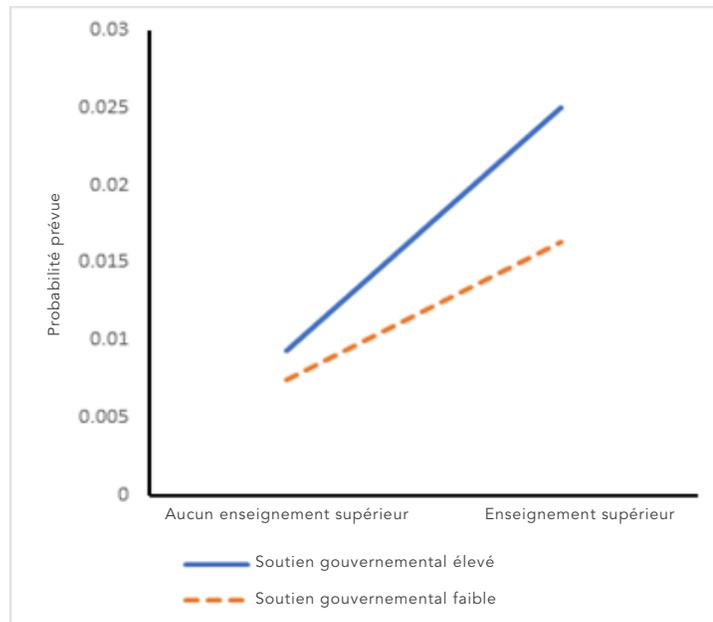


Figure D-1 : Effet modérateur du soutien gouvernemental pour les entreprises nouvelles et en croissance

# ANNEXE F :

## Conditions du cadre entrepreneurial Comparaison entre l'Indonésie et d'autres groupes de pays

	Indonésie seulement	APEC Économies en développement	APEC Économies développées	Total pour l'APEC	
<b>Pilier réglementaire</b>	Politique gouvernementale	2,54	2,42	2,65	2,66
	Soutien gouvernemental	2,57	2,40	2,81	2,7
	Protection de la propriété intellectuelle	2,59	2,70	3,17	2,92
	Soutien à la croissance élevée	3,28	3,23	3,28	3,24
<b>Pilier cognitif</b>	Éducation primaire et secondaire	2,56	2,30	2,04	2,2
	Enseignement supérieur	3,30	2,95	2,9	2,96
	Connaissances entrepreneuriales	2,70	2,88	2,4	2,53
<b>Pilier normatif</b>	Normes culturelles et sociales	3,27	3,13	3,17	3,13
	Prestige social	3,90	3,76	3,66	3,71
	Soutien à l'innovation	3,63	3,59	3,44	3,46
<b>Autres</b>	Disponibilité des possibilités	3,93	3,59	3,45	3,5
	Infrastructure matérielle	3,45	3,49	4,01	3,85
	Finances entrepreneuriales	3,07	2,51	2,59	2,73
	Ouverture du marché	3,09	2,81	2,72	2,87
	Soutien aux femmes	3,73	3,55	3,36	3,48
	Scolarisation au niveau supérieur	28,2	31,83	77	55,35
	Qualité des écoles de commerce	4,50	4,11	5,13	4,61

La couleur rouge indique que le score est inférieur de plus d'un écart type à la moyenne de tous les pays de l'APEC inclus dans Global Entrepreneurship Monitor.

La couleur bleue indique que le score est supérieur à un écart type par rapport à la moyenne de tous les pays de l'APEC inclus dans Global Entrepreneurship Monitor.

